

l'engagement de l'armée représentait 21 000 hommes/jour en Valais et 9000 hommes/jour au Tessin.

– Dès le début de la catastrophe, plusieurs centaines de membres des organismes locaux de la protection civile (PCi) étaient à pied d'oeuvre. Après la phase initiale des secours d'urgence, d'autres détachements PCi venant de toute la Suisse ont été engagés dans les travaux de déblaiement et de remise en état. L'aide régionale a également fonctionné. Jusqu'à la fin d'octobre, des prestations évaluées à 8500 hommes/jour – dont 5500 en Valais et 3000 au Tessin – ont été réalisées par 75 organismes PCi, avec l'appui financier de la Confédération. Les membres de ces derniers resteront engagés vraisemblablement jusqu'à la fin de l'année, voire au-delà.

– Le chargement des voitures au tunnel du Simplon a repris le 7 octobre 1993. Pour le moment, seuls deux trains circulent quotidiennement dans chaque sens. Ce genre d'exploitation sera maintenu jusqu'à la réouverture de la route du col. Une augmentation ou une diminution du nombre des navettes (pouvant aller jusqu'à leur suppression) est cependant possible en fonction de la demande.

– Il n'y a pas lieu d'appliquer la répartition usuelle des coûts entre le canton et la Confédération telle qu'elle figure dans la loi fédérale sur les chemins de fer; les dommages causés aux lignes ferroviaires Furka–Oberalp et Brigue–Viège–Zermatt seront entièrement pris en charge par la Confédération.

– Nous avons approuvé sans délai l'arrêté du gouvernement valaisan visant à suspendre les procédures de mise en faillite.

– Les offices fédéraux ont été invités à approuver rapidement, donc sans complications bureaucratiques, les projets d'intervention urgente et de remise en état.

– La garantie a été donnée que les bases légales en matière d'octroi des aides seront entièrement exploitées.

– On a également appuyé l'engagement de chômeurs dans le cadre des programmes d'occupation et sur la base de l'arrêté fédéral urgent du 19 mars 1993. L'autorité cantonale peut ainsi mettre sur pied sans délai de tels programmes.

– Pendant toute la durée des événements en Valais et au Tessin, l'Institut suisse de météorologie ainsi que le Service hydrologique et géologique national ont livré en permanence – dans la mesure des possibilités techniques – des prévisions météorologiques et des données hydrologiques.

Aussi longtemps que nous ne disposons pas d'une vue d'ensemble des dégâts, nous ne pouvons pas nous prononcer définitivement au sujet d'un message spécial à l'intention du Parlement.

2. L'analyse des crues de 1987 a montré que les barrages hydroélectriques ont contribué de façon prépondérante à réduire les débits de crue. Selon les données disponibles, les retenues ont, une fois de plus, amélioré de façon significative la situation en ce qui concerne les débits. Ces installations n'ayant pas été prévues pour assurer la protection contre les crues, elles ne sont pas en mesure de retenir toutes les eaux. Nous estimons nécessaire que le canton du Valais et les sociétés d'électricité concernées examinent ensemble le rôle que pourraient jouer les bassins d'accumulation dans cette protection.

3. S'agissant du lien qui pourrait exister entre les modifications climatiques et les catastrophes naturelles, nous avons autorisé, le 27 juin 1990 déjà, le Programme national de recherche intitulé «Modifications du climat et catastrophes naturelles» (PNR 31) et prévu à cet effet 20 millions de francs. Des travaux intensifs sont d'ailleurs en cours. Il existe en l'occurrence des contacts avec les offices fédéraux responsables du suivi de ce programme, en particulier l'Office fédéral de l'économie des eaux (OFEE) et celui de la protection de l'environnement, des forêts et du paysage (Ofefp). Des mandats supplémentaires pour étudier les causes des catastrophes ne s'imposent pas pour le moment.

Diverses mesures ont déjà été appliquées grâce aux enseignements tirés de la crue de 1987:

– Lors de la planification d'ouvrages de protection, on prête une attention plus soutenue aux mesures permettant de réduire les dommages provoqués par des événements extraordinaires.

– On veille à assurer la protection contre les crues d'abord par un entretien approprié des cours d'eau, puis on le complète par des ouvrages forestiers.

– Il est nécessaire d'améliorer les réseaux hydrologiques et météorologiques ainsi que les systèmes d'alarme pour faciliter le travail des états-majors de crise lors de crues exceptionnelles.

Hormis les causes naturelles proprement dites, on constate que les potentialités de dommages s'accroissent sans cesse. Celles-ci sont responsables de l'augmentation des dégâts dus aux catastrophes. On admet toujours plus que la prévention des dommages doit se faire non seulement par une parade au moyen d'ouvrages de protection, mais aussi et surtout par une utilisation appropriée des zones dangereuses. A cet égard, tant la loi fédérale du 21 juin 1991 sur l'aménagement des cours d'eau que celle du 4 octobre 1991 sur les forêts mettent l'accent sur des mesures en rapport avec l'aménagement du territoire. Dans ce contexte, le programme décidé en 1989 requiert de l'OFEE et de l'Office fédéral de l'aménagement du territoire qu'ils élaborent des recommandations d'aménagement pour réduire les risques de dangers dus à l'eau. Ces dernières seront vraisemblablement prêtes à la fin de 1994 et pourront être appliquées par exemple à d'autres dangers naturels. Des travaux entrepris actuellement par l'Ofefp visent le même objectif. L'élaboration des indispensables cartes de dangers et, spécialement, une utilisation du sol tenant compte des risques réels sont toutefois des tâches relevant des cantons et des communes.

Präsidentin: Die Interpellanten sind von der Antwort des Bundesrates teilweise befriedigt und verlangen Diskussion.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion

offensichtliche Mehrheit

Dagegen

Minderheit

Verschoben – Renvoyé

93.3494

Interpellation Dreher

Betriebspensionskassen. Diskriminierung des Arbeitgebers Caisses de retraite des entreprises Discrimination de l'employeur

Wortlaut der Interpellation vom 7. Oktober 1993

Per 1. Juni 1993 hat der Bundesrat die Verordnung über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge (BVV 2) geändert.

Danach sind gemäss Artikel 58 Absatz 2 Buchstabe b zur Sicherstellung der Ansprüche des Arbeitnehmers Grundstücke bis zu zwei Dritteln ihres Verkehrswerts verpfändbar.

Neu können jedoch Grundstücke des Arbeitgebers, welche ihm als Industrie-, Gewerbe- oder Geschäftsliegenschaft dienen, höchstens bis zur Hälfte des Verkehrswerts verpfändet werden statt wie bisher bis zu zwei Dritteln.

Diese Verfügung hat bei zahlreichen Betriebspensionskassen zu Erstaunen und Verärgerung geführt. Es ist in der Tat nicht einzusehen, weshalb Geschäftsliegenschaften des Arbeitgebers höchstens bis zur Hälfte des Verkehrswerts, Grundstücke Dritter (auch solche für geschäftliche Nutzung) jedoch weiterhin bis zu zwei Dritteln des Verkehrswerts verpfändet werden können.

Ich frage den Bundesrat:

1. Aus welchem Grund dürfen Geschäftsgrundstücke des Arbeitgebers nur noch bis zu 50 Prozent des Verkehrswerts verpfändet werden statt wie bisher zu zwei Dritteln?
2. Weshalb ist die Verpfändung von Geschäftsgrundstücken eines Dritten bis zu zwei Dritteln des Verkehrswerts weiterhin möglich?
3. Ist der Bundesrat nicht auch der Ansicht, dass diese Bestimmung den Arbeitgeber als Hauptleistungserbringer an seine Betriebspensionskasse unnötig diskriminiert und ausserdem deren Ertrag schmälert?
4. Nach Artikel 97 (Vollzug und Inkrafttreten) des Bundesgesetzes über die berufliche Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenvorsorge haben die Kantone die Ausführungsbestimmungen zu erlassen, und der Bundesrat hat die Anwendung des Gesetzes zu überwachen. Die Kantone sind jedoch nicht verpflichtet, die Ausführungsvorschriften dem Departement zur Genehmigung zu unterbreiten, sondern haben diese lediglich zur Kenntnis zu bringen. Ist der Bundesrat folglich überhaupt zum Erlass einer solchen Verordnungsänderung zuständig?

Texte de l'interpellation du 7 octobre 1993

Le Conseil fédéral a modifié au 1er juin 1993 l'ordonnance sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (OPP 2).

La nouvelle version de l'article 58 alinéa 2 lettre b, énonce qu'afin de garantir les créances de l'employé, des immeubles peuvent être mis en gage jusqu'à concurrence des deux tiers de leur valeur vénale.

Toutefois, les immeubles de l'employeur qu'il affecte à des fins industrielles, commerciales ou artisanales ne peuvent être désormais mis en gage que jusqu'à concurrence de la moitié de leur valeur vénale, au lieu des deux tiers prévus naguère.

Cette disposition a étonné et irrité plus d'une caisse de retraites d'entreprise. Il n'y a en effet aucune raison pour que les immeubles commerciaux des employeurs ne puissent être mis en gage que jusqu'à concurrence de la moitié de leur valeur vénale, alors que les immeubles de tiers (y compris les immeubles affectés à un usage commercial) peuvent toujours l'être jusqu'à concurrence des deux tiers de leur valeur vénale.

C'est pourquoi je pose au Conseil fédéral les questions suivantes:

1. Pour quelle raison les immeubles commerciaux des employeurs ne peuvent-ils plus être mis en gage que jusqu'à concurrence de la moitié de leur valeur vénale, au lieu des deux tiers prévus autrefois?
2. Pourquoi les immeubles commerciaux de tiers peuvent-ils toujours être mis en gage jusqu'à concurrence des deux tiers de leur valeur vénale?
3. Le Conseil fédéral ne pense-t-il pas que cette disposition discrimine sans raison les employeurs, alors qu'ils sont les principaux cotisants de leurs caisses de retraite, et qu'en outre elle contribue à diminuer le rendement de ces mêmes caisses de retraites?
4. D'après l'article 97 (exécution) de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité, il revient aux cantons d'édicter les dispositions d'exécution et au Conseil fédéral de surveiller l'application de la loi. Les cantons ne sont toutefois pas tenus de faire approuver ces dispositions par le département, mais seulement de les lui communiquer. Dès lors, le Conseil fédéral est-il même habilité à édicter une telle modification d'ordonnance?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Aregger, Aubry, Bezola, Blocher, Bonny, Borer Roland, Bortoluzzi, Chevallaz, Comby, Fehr, Frey Walter, Friderici Charles, Früh, Giger, Gros Jean-Michel, Gysin, Hegetschweiler, Jenni Peter, Kern, Leuba, Miesch, Moser, Neuenschwander, Pidoux, Reimann Maximilian, Rohrbasser, Sandoz, Scherrer Jürg, Scheurer Rémy, Spoerry, Stamm Luzi, Steinemann, Stucky, Vetterli (34)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 24. November 1993

Rapport écrit du Conseil fédéral du 24 novembre 1993

Die Beziehung zwischen der Pensionskasse und dem Arbeitgeber der darin Versicherten ist ein besonders delikates Verhältnis in rechtlicher, wirtschaftlicher und sozialer Hinsicht. Der schweizerische Gesetzgeber hat aus diesem Grund – im Unterschied zu anderen Staaten wie etwa den USA und der BRD – eine klare Trennung zwischen dem Rechtsträger der beruflichen Vorsorge der Versicherten und jenem des Unternehmers des Arbeitgebers vorgenommen.

In der letzten Zeit ist es angesichts der wirtschaftlich schwieriger gewordenen Lage für zahlreiche Unternehmungen vorgekommen, dass diese Beziehungen einer besonderen Belastung ausgesetzt worden sind, indem beispielsweise dem Arbeitgeber in einem zu hohen Mass Darlehen gewährt oder dafür zu günstige Konditionen eingeräumt worden sind, was sich erst im Laufe eines Konkursverfahrens herausstellte. Ferner zeigen sich in der Praxis immer mehr Fälle, wo die Pensionskasse die Gelder in einem relativ grossen Umfang in Geschäftsliegenschaften des betreffenden Unternehmens investiert hat, das in wirtschaftliche und finanzielle Schwierigkeiten geraten ist.

Die vom Bundesrat auf den 1. Juli 1993 in Kraft gesetzten Massnahmen reagieren auf die in der Praxis in den letzten Jahren und Monaten vermehrt aufgetretenen und auch in Zukunft auftretenden Probleme im Bereich der Vermögensanlage beim Arbeitgeber. Die getroffene Regelung wurde von der Eidgenössischen Kommission für die berufliche Vorsorge, in der vor allem auch die Vertreter der Arbeitgeber und der Arbeitnehmer mitwirken, dem Bundesrat empfohlen.

Der Bundesrat ist nicht der Ansicht, dass mit der Aenderung der Anlagevorschriften für Pensionskassen eine ungerechtfertigte Ungleichbehandlung von Anlagen beim Arbeitgeber im Vergleich zu den Anlagen bei Dritten geschaffen worden ist. Die besondere Zurückhaltung gegenüber der Verpfändung einer Geschäftsliegenschaft des Arbeitgebers als Sicherheit für die Anlage des Vermögens der Pensionskasse bei ihm rechtfertigt sich mit dem höheren Risiko. In einem Konkursfall sind solche Liegenschaften in der Regel mit weit höheren Verlusten betroffen als Wohnliegenschaften. Dazu kommt, dass zwischen der Möglichkeit der Darlehensrückzahlung und dem Wert des vom Arbeitgeber genutzten Grundstücks ein enger Zusammenhang besteht. Mit der Schwierigkeit eines Arbeitgebers zur Rückzahlung von Darlehen geht in der Regel der Wertverlust seiner Geschäftsliegenschaften einher. Diese Korrelation ist bei der Verpfändung der Liegenschaft eines Dritten nicht der Fall, so dass sich diesbezüglich nicht dieselbe Zurückhaltung aufdrängt.

Es ist nicht einzusehen, inwiefern die besondere Limitierung der die Sicherstellung der Vermögensanlage bezweckenden Verpfändung der dem Arbeitgeber dienenden Geschäftsliegenschaften den Ertrag der Vorsorgeeinrichtung schmälern soll. Eine Ueberschreitung der aus sachlichen Gründen eingeführten Limitierung bezüglich der Anlage des Vermögens beim Arbeitgeber würde diese Anlage und damit auch deren Ertrag gefährden. Dabei ist insbesondere darauf hinzuweisen, dass die Vorsorgeeinrichtungen ihr Vermögen langfristig anlegen und auch deshalb dem Aspekt der Sicherheit gemäss Artikel 71 BVG Vorrang zukommt. Der Bundesrat ist zweifellos zum Erlass der für die Anwendung des Gesetzes notwendigen Vollzugsvorschriften berechtigt (Art. 102 Ziff. 5 BV). Dass der Interpellant dies in Frage stellt, mag am Wortlaut von Artikel 97 BVG liegen. Dieser kann tatsächlich den Eindruck erwecken, die Kantone und nicht der Bund hätten die Vollzugsvorschriften zu erlassen. Aus den Materialien (vgl. Botschaft vom 19. Dezember 1975, BBl 1976 I 279) geht jedoch klar hervor, dass die Kompetenz der Kantone für den Erlass von Vollzugsvorschriften beschränkt ist. Die Kantone haben sich auf die notwendigen Organisations- und Verfahrensvorschriften zu beschränken. Es bestand nie die Idee, sie auch für den Erlass materieller Ausführungsvorschriften zu ermächtigen und damit im Obligatorium der beruflichen Vorsorge föderalistische Regelungen zuzulassen (BBl 1976 I 217, Ziff. 442; 279).

Präsidentin: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates teilweise befriedigt und verlangt Diskussion.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion
Dagegen

18 Stimmen
9 Stimmen

Verschoben – Renvoyé

92.3498

Interpellation der sozialdemokratischen Fraktion Totalrevision der Bundesverfassung

Interpellation du groupe socialiste Révision totale de la constitution

Wortlaut der Interpellation vom 9. Dezember 1992

Mit Bundesbeschluss vom 3. Juni 1987 haben die eidgenössischen Räte beschlossen und den Bundesrat beauftragt, eine Totalrevision der Bundesverfassung in Angriff zu nehmen. Es sollte das geschriebene und ungeschriebene Verfassungsrecht sprachlich vereinheitlicht, verständlich dargestellt und systematisch geordnet, aber auch inhaltlich geändert und in Form von Varianten zur Diskussion gestellt werden.

Im März 1990 wurden im Nationalrat mehrere Motionen zu diesem Thema eingereicht, im Oktober 1991 wurde darüber debattiert, und sie wurden als Postulate überwiesen.

Im Bericht über die Legislaturplanung 1991–1995 versprach der Bundesrat, die Arbeiten zur Vorbereitung einer Totalrevision weiter voranzutreiben und dem Parlament Entwurf und Botschaft einer neuen Bundesverfassung vorzulegen. Betreffend den Zeitpunkt gelte es, europa- und finanzpolitische Rahmenbedingungen zu berücksichtigen. Im Geschäftsbericht 1991 bekräftigte der Bundesrat erneut, wenn über den EWR-Vertrag entschieden sei, werde er eine Vorlage für eine neue Bundesverfassung unterbreiten.

Nun ist der Entscheid über den EWR gefallen. Auch der negative Ausgang verpflichtet zum Handeln. Der Bundesrat wird um Auskunft gebeten:

1. Wie rasch gedenkt er die Vorarbeiten für die Totalrevision abzuschliessen und dem Parlament eine Botschaft zu unterbreiten?
2. Ist der Bundesrat gewillt, die Entwürfe und Vorleistungen der Expertenkommission 1977 sowie der Professoren Kölz und Müller von 1990 als Grundlage für die inhaltlichen Änderungen zu berücksichtigen?
3. Ist der Bundesrat bereit, in der revidierten Verfassung eine neue Konzeption der schweizerischen Aussenpolitik zu verankern, die nebst der Unabhängigkeit auch den Frieden, die Menschenrechte, die Solidarität und die Wohlfahrt als Ziele aufweist, wie sie sinngemäss in einer Motion der Aussenpolitischen Kommission des Nationalrates verlangt wurde?
4. Gedenkt der Bundesrat den Revisionsentwurf mitsamt den vorgesehenen Varianten rein verwaltungsintern oder allenfalls durch eine aus Parlamentariern, Bundesbeamten und externen Fachleuten zusammengesetzte Arbeitsgruppe vorbereiten zu lassen?

Texte de l'interpellation du 9 décembre 1992

En juin 1987, les Chambres fédérales ont adopté un arrêté chargeant le Conseil fédéral d'entreprendre une révision totale de la constitution. Il s'agissait d'unifier la langue du droit constitutionnel écrit et non écrit, de rendre ce dernier compréhensible, de l'ordonner de manière systématique, mais aussi d'en modifier le contenu et d'élaborer des variantes en vue de la discussion.

Plusieurs motions consacrées à ce sujet ont été déposées au Conseil national en mars 1990; elles ont été examinées en octobre 1991 avant d'être transmises sous la forme de postulats. Dans le programme de la législature 1991–1995, le Conseil fédéral a promis de continuer à faire avancer les travaux préparatoires en vue d'une révision totale de la constitution, mais aussi de soumettre au Parlement un projet et un message. S'agissant de la date, il a précisé qu'il fallait tenir compte des conditions générales de la politique européenne et de la politique financière. Dans son rapport de gestion 1991, il a réaffirmé qu'il présenterait un projet après la votation sur l'EEE. La décision sur l'EEE vient de tomber. Il convient d'agir malgré le vote négatif. Voici les questions que nous adressons au Conseil fédéral:

1. Quand pense-t-il avoir terminé les travaux préliminaires en vue de la révision totale de la constitution et présenter un message au Parlement?
2. Est-il disposé à se fonder sur les projets et les travaux de la commission d'experts de 1977 et sur ceux des professeurs Kölz et Müller de 1990 pour procéder aux révisions touchant le fond?
3. Est-il prêt à inscrire dans la version révisée de la constitution une nouvelle définition de la politique étrangère suisse qui, outre l'indépendance, aurait pour buts la paix, les droits de l'homme, la solidarité et le bien-être, comme l'a réclamé une motion déposée par la Commission de politique extérieure du Conseil national?
4. Pense-t-il confier la révision de la constitution et l'élaboration des variantes prévues à la seule administration fédérale ou à un groupe de travail composé de parlementaires, de fonctionnaires fédéraux et d'experts externes?

Sprecher – Porte-parole: Bundi

Schriftliche Begründung

Die Urheber verzichten auf eine Begründung und wünschen eine schriftliche Antwort.

Développement par écrit

Les auteurs renoncent au développement et demandent une réponse écrite.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
vom 29. November 1993*

Die Bundesversammlung hat mit Bundesbeschluss vom 3. Juni 1987 die Totalrevision der Bundesverfassung beschlossen und den Bundesrat beauftragt, ihr einen Verfassungsentwurf zu unterbreiten, der das Verfassungsrecht nachführt; inhaltliche Änderungen oder institutionelle Neuerungen seien in der Form von Varianten zur Diskussion zu stellen. Wie der Bundesrat begründeten auch die eidgenössischen Räte die Notwendigkeit einer Totalrevision der Bundesverfassung damit, dass die geltende Bundesverfassung formale und inhaltliche Mängel aufweise, die gesamthaft und kohärent nur mit einer Totalrevision der Bundesverfassung behoben werden könnten. Angesichts der neuen Herausforderungen durch die europäische Integration drängte sich eine Koordination der beiden Vorhaben auf. Der Bundesrat hat in seinen Stellungnahmen vom 17. September 1990 zu den Motionen Nabholz (90.503), der sozialdemokratischen Fraktion (90.440) und der grünen Fraktion (90.450) sowie in seiner Legislaturplanung 1991–1995 (BBI 1992 III 1–200) folgendes Vorgehen festgelegt: Zuerst soll das EWR-Abkommen genehmigt und sollen die notwendig damit verbundenen Änderungen der schweizerischen Rechtsordnung vollzogen werden; nach einem positiven Entscheid könnte der Bundesrat eine europagerechte Vorlage für eine neue Bundesverfassung unterbreiten. Das gleiche Vorgehen wäre zu wählen, wenn anstelle des EWR-Abkommens ein Beitritt zur EG erwogen würde.

Der Bundesrat hat die Auswirkungen des EWR-Rechts auf die schweizerische Rechtsordnung geprüft und die notwendigen Rechtsänderungen dem Souverän zusammen mit dem EWR-Abkommen unterbreitet. Nach dem negativen Ausgang der EWR-Abstimmung ist die Totalrevision der Bundesverfassung zwar nicht mehr auf einen konkreten Integrationschritt

Interpellation Dreher Betriebspensionskassen. Diskriminierung des Arbeitgebers

Interpellation Dreher Caisses de retraite des entreprises Discrimination de l'employeur

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1993
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	15
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	93.3494
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.12.1993 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2582-2584
Page	
Pagina	
Ref. No	20 023 573

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.